



HAL
open science

Donner une voix aux locataires

Cécile Cuny

► **To cite this version:**

Cécile Cuny. Donner une voix aux locataires. Presses Universitaires de Rennes. Rénovations urbaines en Europe : démocratie et mixité sociale, pp.135-146, 2014. hal-01182654

HAL Id: hal-01182654

<https://hal.science/hal-01182654v1>

Submitted on 26 Dec 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NoDerivatives 4.0 International License

**Donner une voix aux locataires.
Parcours d'engagement d'une habitante dans le contexte du programme de démolition d'un
grand ensemble à Berlin-Est.**

Par Cécile Cuny
Lab'Urba / Institut Français d'Urbanisme / Université Paris-Est-Marne-la-Vallée



Vue depuis le balcon de Greta Dahlewitz extraite de son album personnel, 3 mai 1991

« (Greta) – En 1990, j'avais encore un travail et le quartier ne m'intéressait pas du tout encore. C'est à peine si je remarquais ce qui s'y passait. La seule chose que je remarquais, lorsque je rentrais chez moi, c'était qu'il n'y avait plus une seule place pour se garer, parce que maintenant tout le monde avait 1, 2 ou 3 voitures garées devant sa porte. Il n'y avait plus une seule place de parking, tout était pris ! Et les logements étaient aussi encore tous pleins. Ça c'était l'autre chose. Mais à partir du milieu des années 1990, tout est alors aussi devenu différent. » [Entretien du 27 février 2007 avec Greta Dahlewitz]



Vue depuis le balcon de Greta Dahlewitz extraite de son album personnel, hiver 2003-2004

(Greta) – Oui. Chez moi par exemple, on était les seuls à vivre à notre étage, sur trois logements, il n'y en avait plus qu'un seul d'occupé, et ensuite on a aussi vu partout, on a aussi vu qu'il y avait de la vacance [Leerstand] partout. Et ça devenait oppressant. On devait en parler, on devait aussi

demander aux bailleurs ce qu'ils pensaient faire, parce que les logements ne pouvaient pas rester vides indéfiniment et ça n'allait pas s'améliorer. [...] Et on s'était mis d'accord pour en discuter en septembre ou en août [2002], en tout cas juste avant que tout commence. (Moi) – Mais ça n'était pas un point de l'ordre du jour introduit par le management de quartier¹ ? (Greta) – Non, non, en fait c'est moi qui l'avais proposé à l'époque, parce que j'avais remarqué qu'à chaque fois que je regardais par ma fenêtre, il y avait toujours moins de logements occupés. Oui... Et puis vint le... Début septembre, fin août, la radio a annoncé que 5 000 logements allaient être démolis à Marzahn Nord West. J'en ai renversé tout mon petit-déjeuner ! »

[Entretien du 11 mai 2005 avec Greta Dahlewitz]

« Ce n'est plus aussi beau qu'avant par ici » est la phrase qui introduit le plus souvent les réponses des personnes que j'interroge au sujet des transformations sociales dans le quartier nord de Marzahn, un grand ensemble construit dans les années 1980 à la périphérie de Berlin-Est (cf. carte ci-dessous). Comme en témoignent les photographies et les extraits d'entretien qui précèdent, cette formule consensuelle cache des appréciations différentes des transformations, dont les manifestations objectives (nouvelles pratiques de consommation, nouveaux usages de l'espace urbain, évolution du peuplement, transformations du bâti) varient elles-mêmes en nature et en intensité selon la période considérée (début des années 1990 ou début des années 2000). Dans le grand ensemble de Marzahn, les causes de ces transformations sont multiples. Pendant les années 1990, les observateurs décrivent un processus de dévalorisation en chaîne qui transforme cet espace autrefois socialement valorisant et valorisé² en un lieu de relégation sociale stigmatisé par les médias : le départ des couches moyennes vers la périphérie brandebourgeoise associé aux effets de la désindustrialisation sur le marché de l'emploi local et régional modifient la composition du peuplement et les représentations associées au quartier ; cette évolution est renforcée par la privatisation et la rénovation sélective du parc immobilier et conduit au départ des couches intermédiaires (Häussemann, Kapphan, 2000 ; Hannemann, 2001 ; Keller, 2007). Au début des années 2000, le quartier nord de Marzahn est ainsi concerné, avec quatorze autres quartiers berlinois, par le programme fédéral « Ville Sociale » (*Soziale Stadt*) qui vise à lutter contre les effets de la ségrégation. Ce programme combine des interventions légères sur le bâti avec des projets socio-culturels impliquant les habitants³. A la même époque, le quartier est également la cible du premier projet de démolition berlinois dans le cadre du programme fédéral de « Restructuration urbaine à l'Est » (*Stadtumbau Ost*). Si le grand ensemble de Marzahn est ainsi concerné par des interventions qui ressemblent à celles que l'on connaît dans les grands ensembles français, sa situation ne peut se ramener à celle des « banlieues » françaises, et cela pour plusieurs raisons. Par rapport aux programmes de démolition financés par l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine en France, les objectifs des projets allemands restent d'abord strictement économiques et n'intègrent aucune notion de « mixité sociale ». Il n'est d'ailleurs pas question de reconstruire des logements neufs à la place des logements détruits mais seulement de « mettre en valeur » (*aufwerten*) les emprises foncières libérées par de nouveaux aménagements (parcs urbains, aires de loisirs). Cette orientation s'explique par l'influence des sociétés immobilières municipales dans la mise en oeuvre du programme allemand (BERNT, 2004). Les projets sont aussi de plus petite dimension que les projets français et relativement dispersés dans l'espace urbain. A Marzahn, le plan d'action et de développement urbain (*Handlungs- und Entwicklungskonzept*) prévoit ainsi la démolition de 4 400 logements (sur les quelque 60 000 que compte le grand ensemble) répartis sur 11 sites (FRITSCHKE, LANG, 2007, p. 22). Le projet de démolition dans le quartier nord de Marzahn concerne 1 200 logements et représente l'opération la plus importante. Surtout, il s'agit de la seule opération qui combine démolition (écrêtage des immeubles les plus élevés, dont la taille est ramenée à 4 ou 5 étages) et réhabilitation (400 logements environ). Ensuite, la seconde raison qui singularise mon cas par rapport à la France, tient à la nature du

1 Le sens de cette expression est expliqué dans la première partie de l'article.

2 Pendant la période socialiste, l'habitat pavillonnaire persiste mais repose sur l'auto-construction et nécessite de pouvoir se procurer les matériaux sur le marché noir ; les centres urbains sont par ailleurs laissés à l'abandon. Pour qui souhaite accéder à un logement fonctionnel doté du confort moderne, les grands ensembles sont donc la seule offre disponible et constituent l'horizon indépassable des parcours résidentiels.

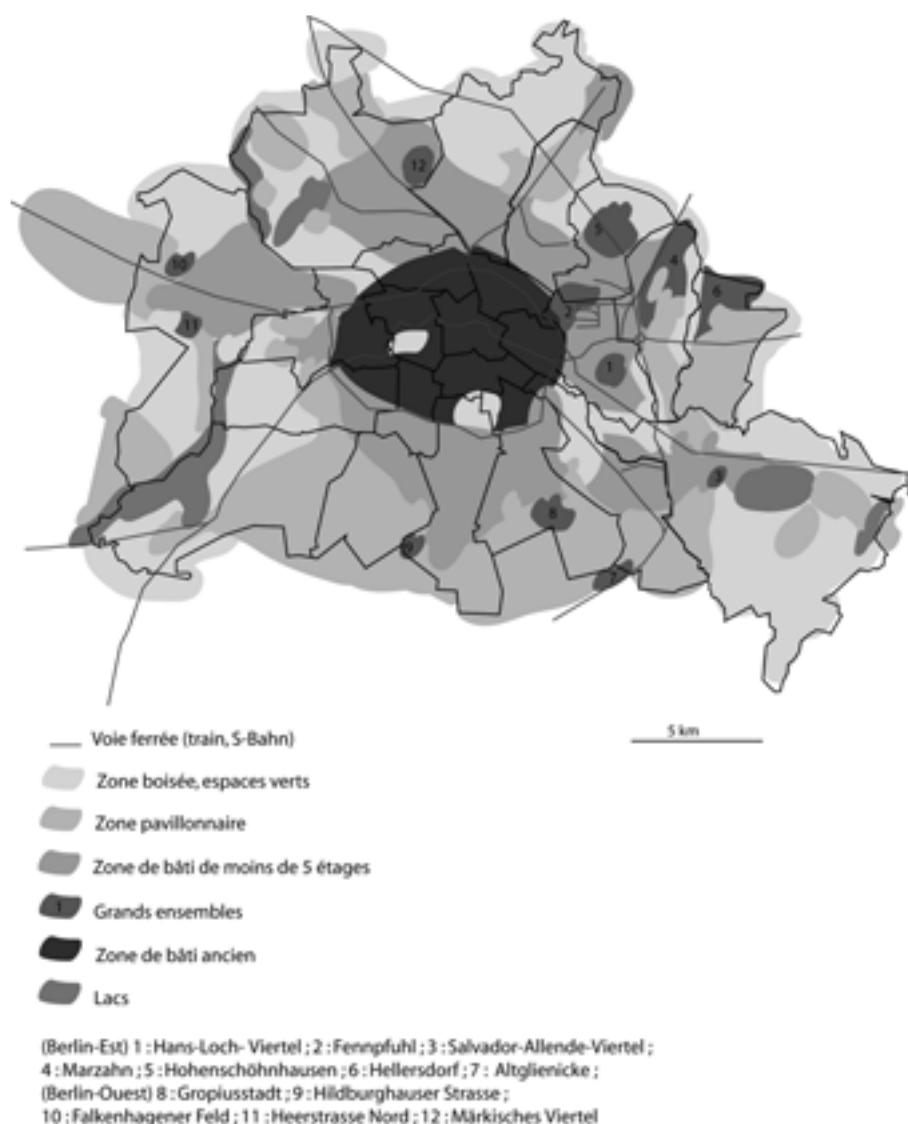
3 Cf. l'article de C. Droste dans ce volume.

rapport au politique de la population vivant dans cet espace. Contrairement à ce que plusieurs auteurs ont observé dans les banlieues rouges françaises (BACQUE, SINTOMER, 2001 ; MASCLLET, 2003 ; TISSOT, 2007 ; NEZ, TALPIN, 2010), nous allons voir qu'à Marzahn, les formes institutionnelles de participation offrent une alternative à la désaffiliation politique d'anciens militants communistes qui font l'expérience du déclassement social après la réunification, en leur permettant d'apporter une réponse collective à l'« épreuve personnelle » que représente la démolition. Pour le montrer, je m'appuierai sur les résultats d'une enquête ethnographique menée entre 2005 et 2007⁴, qui m'a permis de reconstituer le parcours d'engagement de Greta Dahlewitz, l'une des principales protagonistes de la mobilisation suscitée par le projet de démolition dans le quartier nord de Marzahn en 2003. Cette femme, âgée d'une cinquantaine d'années, militante au sein du parti néo-communiste⁵, appartient aux couches moyennes qui arrivent dans le nord de Marzahn en 1987, date d'achèvement de ce quartier. Comme de nombreuses Allemandes de l'Est, dont le taux d'activité était bien plus important qu'à l'Ouest, elle a perdu son emploi au milieu des années 1990 et alterne des périodes de chômage avec des contrats à durée déterminée. Son mari est un ancien inspecteur de police, dont la reconversion professionnelle est plus difficile en raison des soupçons qui pèsent sur le rôle politique de son corps d'origine pendant la période socialiste. Ils connaissent ainsi tous les deux une trajectoire de déclassement social après la réunification qui explique qu'ils n'aient pas quitté le quartier en même temps que leurs voisins plus aisés. Or, pour Greta Dahlewitz, la mobilisation de 2003 contre le projet de démolition marque à la fois une rupture avec les engagements politiques passés et l'aboutissement de la politisation⁶ des transformations sociales et urbaines dont elle fait l'expérience depuis 1990. L'opérateur de cette bifurcation est un dispositif participatif, qui offre un contexte adéquat de politisation du projet de démolition, bien que ces enjeux en soient d'abord déconnectés. Je présenterai d'abord les conditions dans lesquelles Greta Dahlewitz est amenée, au début des années 2000, à s'engager dans ce dispositif. Ensuite, je montrerai comment cette expérience la conduit à rompre avec ses engagements passés puis à s'investir dans la mobilisation de 2003.

4 Cette enquête s'appuie sur un matériau constitué d'observations régulières des activités de trois groupes d'habitants que j'ai intégrés en résidant 2 ans sur le terrain et d'une quarantaine d'entretiens répétés et approfondis effectués sur la même période.

5 Die Linke.PDS (*Partei des Demokratischen Sozialismus*) : parti est-allemand, héritier du parti au pouvoir pendant la période socialiste.

6 Je définis la politisation comme le processus par lequel une personne constitue une affaire privée en un problème public, c'est-à-dire en une question redevable d'une action politique.



Principaux types d'habitat à Berlin à la fin des années 2000

I. Participer au Conseil des habitants : un engagement dans la continuité des actions passées

La mise en œuvre du programme fédéral « Ville Sociale » à l'échelon local s'appuie sur la création d'un « management de quartier » (*Quartiersmanagement*), dispositif chargé de coordonner les ressources financières émanant des différentes administrations locales et régionales, de stimuler la participation des habitants et d'accompagner la réalisation de projets de développement locaux. A Marzahn Nord, où le « management de quartier » est assuré par une agence d'urbanisme privée sous contrat avec la municipalité, celle-ci a mis en place dès le début de l'année 2000 un « Conseil des habitants » (*Bewohnerbeirat*) destiné à apporter un éclairage citoyen sur les projets de développement financés par le programme. Le rôle de ce conseil est consultatif. Ses membres sont recrutés au sein de la population sur la base du volontariat. Greta Dahlewitz participe à la première conférence organisée par le « management de quartier » à l'attention des habitants en avril 2000 puis, à partir de cette date, aux réunions du Conseil des habitants. Sa participation s'inscrit d'abord dans la continuité des expériences participatives auxquelles elle prend part dans les années 1990. Ces dernières sont mises en place par le maire de l'arrondissement. Les motifs que Greta invoque pour rendre compte de son investissement dans ces expériences témoignent, d'une part, de la personnalisation de ses relations avec les élus locaux (elle les désigne par leur nom et valorise les rencontres de face-à-face) et, d'autre part, d'une vision conventionnelle de la participation politique : celle-ci est nécessairement encadrée par les autorités publiques⁷. Cette

7 D'après l'entretien du 27 février 2007.

conception de la participation est un héritage de la période socialiste. Greta Dahlewitz appartient en effet à la génération de personnes nées dans l'après-guerre, qui « héritent » du projet socialiste de leurs parents ou grands-parents et dont le parcours socio-professionnel est censé réaliser les promesses d'ascension et de bonheur contenues dans cet héritage. Dans le second entretien que je mène avec elle, elle justifie ainsi son adhésion au SED⁸ et aux organisations de masse (en particulier à l'organisation des pionniers) en faisant explicitement référence à l'héritage politique familial⁹. Elle conserve ses activités militantes au sein du PDS après la réunification. Dans ce contexte, sa rupture avec le parti au début des années 2000 peut paraître étonnant.

II. D'une norme d'engagement à l'autre : retour critique sur une année charnière

Dans la façon dont Greta Dahlewitz reconstitue rétrospectivement son parcours social et militant, l'année 2002 constitue une date charnière à deux titres : elle apprend que son immeuble va être démoli dans le cadre du projet de restructuration urbaine de la société immobilière communale et elle quitte le PDS dont elle animait, avec son mari Jörg, la section locale. Comme le montrent les raisons qu'elle invoque pour expliquer ce départ, les deux événements sont liés :

« (Jörg) – Oui, et le projet de restructuration urbaine a fini de disperser le reste. (Greta) – Oui, et le reste a été dispersé par le projet de restructuration et là je suis aussi partie. [...] Oui, et puis tu as aussi fait la connaissance de gens d'autres partis, où tu t'es dit, avec eux, tu peux avancer. Et c'était plutôt bien. C'était la dernière goutte qui a fait déborder le vase, où je me suis dit : stop, ça suffit maintenant. Je le fais plus. Oui, et donc je suis partie et c'est pas un mal. On peut toujours s'investir ailleurs. Et c'est bien de tous les connaître encore. On connaît aussi bien ceux du PDS que ceux des autres partis. Et tu peux toujours te trouver de nouveaux alliés. Le Conseil des habitants était une partie de ceux-là et il y avait aussi l'initiative de défense des locataires et c'est tout à fait OK. Et depuis une chose est sûre pour moi : si tu fais de nouveau quelque chose, tu cherteras toujours à te battre dans le cadre d'une formation comme ça, où tu rassembles plusieurs personnes dans une initiative commune. Parce que tu ne trouves pas non plus ça dans une association, parce que les associations, te prennent dedans aussitôt, et hop! tu te retrouves dedans. Tu ne peux plus respirer, tu dois t'investir pour l'association et ça je ne veux pas. Tu vois, l'initiative de défense des locataires, elle peut au moins râler à droite à gauche et elle peut inviter des gens, c'est pareil pour le Conseil des habitants. Mais ça demande du travail de mener tout ça à bien. Je ne crois pas que tout le monde puisse le faire, tout de suite. C'est beaucoup, beaucoup de travail. » [Entretien du 27 février 2007]

Dans ce second extrait d'entretien, l'engagement politique n'apparaît plus comme un héritage mais il est évalué à l'aune d'un nouveau principe : l'action collective. Greta Dahlewitz oppose en effet des unions de circonstance aux divisions partisans ou associatives. Ce motif est intéressant parce qu'il est clairement associé à deux expériences politiques liées au projet de restructuration urbaine de la société immobilière communale : la participation à la mobilisation de 2003 et les actions initiées dans ce cadre par le Conseil des habitants. Ces expériences remettent en cause les normes en fonction desquelles Greta évaluait jusque-là ses propres actions (« tu peux avancer avec des gens d'autres partis » ; « partir [du parti] n'est pas un mal ») ; ce nouveau motif d'action (« rassembler plusieurs personnes dans une initiative commune ») dénonce les « anciennes » formes de militantisme (engagement partisan et associatif) tout en restant associé à une conception exigeante de l'action politique (« c'est beaucoup, beaucoup de travail »). Comment s'opère chez Greta le passage d'une norme à l'autre ?

8 *Sozialistische Einheitspartei Deutschlands* : Fondé en 1946 à partir d'une fusion des partis communistes et socialistes est-allemands, il s'agit du parti au pouvoir pendant les 40 ans de dictature socialiste en RDA.

9 Originaire d'une famille de mineurs, son père fait d'abord partie de l'armée provisoire est-allemande (*kasernierte Volkspolizei*) avant de devenir fonctionnaire permanent de l'organisation des pionniers (*Pionierleiter*) puis enseignant. Greta suit les traces de son père et devient elle-même enseignante tout en exerçant des fonctions bénévoles au sein de l'organisation des pionniers, fait très courant dans sa profession.

III. De l' « épreuve personnelle de milieu » à l' « enjeu collectif de structure » : le travail de politisation des transformations sociales et urbaines

Nous venons de voir qu'au fil de sa participation aux réunions du Conseil des habitants, Greta recodifie le monde en fonction d'une nouvelle norme : l'action collective. Ce travail de codification s'inscrit dans une démarche d'enquête et suppose une opération de montée en généralité faisant d'une « épreuve personnelle de milieu » un « enjeu collectif de structure », c'est-à-dire d'une affaire privée un problème public (MILLS, 1967 [1961], p.12). Ce travail d'enquête se décompose en deux étapes : avant l'annonce du plan de démolition, le Conseil des habitants s'approprie le problème de la « vacance », tout en ignorant les enjeux réels du programme de restructuration urbaine. Après l'annonce, l'écart entre ces enjeux et la solution proposée est réduit par la construction d'un cadre d'injustice qui déclenche la mobilisation et offre une issue politique à une « épreuve personnelle » qui, lorsqu'elle est affrontée individuellement, peut paraître incommensurable.

III.1. Lorsque des habitants enquêtent sur la « vacance »

Dans les photographies et les extraits d'entretiens qui figurent en introduction, Greta Dahlewitz situe l'expérience d'une première « épreuve personnelle », c'est-à-dire d'une première transformation qui affecte les rapports qu'elle entretient avec son environnement immédiat, au milieu des années 1990. A cette époque, la situation d'épreuve est créée par deux séries d'observations contradictoires : à un plein (celui des parkings dans les années qui suivent la réunification) succède subitement un vide (le départ de ses voisins de palier, les logements, les écoles ou les crèches laissées à l'abandon qu'elle aperçoit depuis sa fenêtre).

J'ai retrouvé l'expression d'« épreuves personnelles » similaires dans les comptes rendus de la conférence de quartier du 13 avril 2000 et des autres réunions organisées la même année par le « management de quartier » sur des sites plus localisés. Dans ces comptes-rendus, les « épreuves » que les transformations socio-spatiales posent à l'expérience commune des habitants se trouvent regroupées sous la catégorie de la « vacance » (*Leerstand*), un terme technique qui est introduit par les « managers de quartier » et les experts dont ils sollicitent l'intervention¹⁰. À en juger par le compte-rendu d'une première rencontre entre les membres du Conseil des habitants et les représentants de la société immobilière municipale sollicités à ce sujet, ces derniers essaient dans un premier temps d'éviter la généralisation de ces « épreuves personnelles » à l'ensemble du quartier : selon eux, les problèmes de « vacance » désignés par les habitants ne concerneraient que certains immeubles ou certains types de logements au sein de leur parc immobilier¹¹. Greta Dahlewitz réinscrit ainsi cette question à l'ordre du jour des réunions du Conseil à la suite de la publication des résultats d'un sondage effectué par un groupe d'étudiants de l'Institut de géographie de l'Université Humboldt qui confirme ses appréhensions et les étend à l'ensemble du quartier, preuve statistique à l'appui¹². Si l'ensemble de ces éléments montrent que les membres du Conseil n'ignorent pas la question de la « vacance », les solutions qu'ils envisagent alors pour traiter ce problème (transformer les plans d'appartements) indiquent qu'aucun d'entre eux ne dispose des informations nécessaires pour comprendre l'annonce du plan de démolition de la société immobilière communale au moment où elle est faite par les médias.

III.2. La construction d'un cadre d'injustice

Dans l'ensemble des points d'information que l'équipe du « management de quartier » consacre au programme fédéral de restructuration urbaine dans lequel s'inscrit le projet de la société immobilière communale, il n'est en effet question que de « déconstruction » (Rückbau) assortie d'une « revalorisation d'ensemble » (umfassende Aufwertung) des espaces concernés¹³. Les

10 D'après le compte-rendu des ateliers de travail de la conférence de quartier du 13 avril 2000 et le compte-rendu de la réunion de quartier (*Quartiersstammtisch*) à Marzahn Nord-Ost du 8 novembre 2000.

11 D'après le compte-rendu de la réunion du Conseil des habitants du 28 novembre 2000.

12 D'après le compte-rendu de la réunion du Conseil des habitants du 26 février 2002.

13 D'après les compte-rendus des réunions du Conseil des habitants des 30 avril et 25 juin

nombreuses exclamations qui ponctuent le récit rétrospectif des réactions du Conseil à l'annonce du plan témoignent de l'écart entre sa perception du problème de la « vacance » et les démolitions proposées pour le résoudre :

« Oui, et là on a d'abord fait régner la terreur au Conseil des habitants, là on était tous en colère, et [les managers] ont tout de suite invité la société immobilière, et c'est là que la direction de la société est venue, Dobberke et Meuter, c'est ça, oui, tous les deux étaient si convaincus de leur affaire, et toi tu étais là, face aux belles images, j'avais envie de hurler ! Tout ça me semblait... je me disais, c'est pas possible, c'est pas vrai. "Et ça va être beau", qu'ils disaient ! Il n'y a aucun problème, il y a tout ce qu'il faut", et seulement après, quand nous avons posé des questions, on n'a pas eu de réponses sur ce qui devait arriver aux gens, où ils allaient habiter, comment tout le relogement allait avoir lieu. [...] Tout ça sans penser une seule fois qu'il y a des gens qui habitent là. Et ça nous a bien sûr sacrément mis en colère ! Alors nous avons... c'est pas possible, je veux dire, on s'était déjà pas mal habitués au fait qu'on ne comptait vraiment plus comme des êtres humains dans cette société, oui, et puis nous nous sommes réunis au Conseil, nous avons élaboré un papier, avec plusieurs points qui devaient être pris en compte, nous avons vraiment fait régner la terreur, ça a vraiment chauffé partout, à partir de là, les politiciens de l'arrondissement commençaient aussi à se sentir mal, et puis on a dit, en janvier, on fait une assemblée de quartier. » [Entretien du 11 mai 2005 avec Greta Dahlewitz]

Considéré à l'échelle d'un individu, le plan de démolition pourrait être mis sur le compte de la « malchance ». L'annonce de ce plan intervient cependant après l'accumulation d'une série d'expériences individuelles (le chômage, le départ de ses enfants) qu'elle partage avec d'autres membres du Conseil des habitants. Dans le récit qui précède, Greta inscrit ainsi la démolition dans ce que William Gamson et son équipe appellent un cadre d'injustice (GAMSON, 1982) : « on ne compte vraiment plus comme des êtres humains dans cette société ». Comme le remarquent Robert Benford et David Snow, un « cadre d'injustice » se distingue des autres « cadres d'action collective » en ce qu'il est principalement orienté par l'attribution de responsabilités et vise le plus souvent les autorités publiques (BENFORD, SNOW, 2000, p. 614). La généralisation qu'opère un tel cadre suit ainsi un processus spécifique : il s'agit d'inscrire une situation personnelle ou locale dans un champ de responsabilités générales. Au-delà de sa situation personnelle, Greta s'intéresse ainsi au sort des locataires (« que va-t-il arriver aux gens ? Où vont-ils habiter ? Comment le relogement va-t-il avoir lieu ?). Elle dénonce le registre dans lequel s'inscrit le plan de la société immobilière : en considérant les locataires comme des objets dont elle disposerait à sa guise, elle ignore leur nature politique. L'enjeu de l'argument de Greta est donc de faire valoir cette nature en se référant au droit. Quelques mois plus tard est créée une initiative de défense des locataires dont Greta Dahlewitz est la porte-parole jusqu'en 2007. Son action consiste à négocier collectivement les conditions du relogement, qui s'appliquent à l'ensemble des locataires à partir de 2003. A en juger par les résultats d'une enquête menée par le département de géographie de l'Université Humboldt de Berlin, les effets de cette action sont cependant limités : l'annonce de l'opération a encouragé les ménages les plus aisés à quitter spontanément le quartier dès 2002, renforçant la polarisation sociale enclenchée depuis le début des années 1990 ; l'opération a également renouvelé le peuplement des immeubles concernés, en attirant des ménages plus aisés dans les 400 logements restant, mais, ce faisant, elle a aussi accentué la fragmentation socio-spatiale qu'avait déjà entraîné la revente du parc le plus valorisé à des investisseurs privés à la fin des années 1990 (GOTZMANN, 2005). On observe ainsi pour le cas de Marzahn des effets sur la morphologie urbaine et sociale des grands ensembles similaires à ceux relevés dans les cas français (LELEVRIER, 2010).

L'examen du parcours d'engagement de Greta Dahlewitz aboutit à deux résultats. Il met d'abord en lumière le lien existant entre rénovation urbaine et désaffiliation politique. Le projet de démolition met en effet en défaut le cadre d'interprétation du monde du PDS auquel Greta Dahlewitz adhère jusque là : ce cadre ne parvient plus à donner un sens à la réalité sociale et urbaine de cette militante. Ensuite, et c'est le deuxième résultat de l'analyse, le parcours de Greta Dahlewitz illustre également la manière dont une expérience institutionnelle de participation offre une alternative à cette désaffiliation : le travail d'enquête mené par le Conseil des habitants permet à Greta de politiser sa situation, c'est-à-dire de produire un cadre d'interprétation du monde dans lequel elle

rattache une épreuve au départ personnelle (la disparition du logement, la contrainte du relogement) à une situation collective donnant accès à des droits. Considérée de ce point de vue, l'histoire de la rénovation urbaine à Marzahn Nord est donc une *success story*. Ce résultat doit cependant être relativisé par les effets du programme sur la morphologie urbaine et sociale de ce quartier. Ces derniers soulèvent plus généralement la question des effets de la participation dans de telles opérations. Or, il serait exagéré de dire, en s'appuyant sur le cas de Marzahn, que, même lorsqu'elle débouche sur une mobilisation effective de certaines fractions d'une population socialement marginalisée, la participation n'a aucun effet. Ce serait en effet oublier que l'initiative de défense des locataires est créée une fois le projet, et les relogements, bien avancés. On peut ainsi faire l'hypothèse qu'une implication des locataires, en amont du projet, aurait d'abord évité de faire de la démolition l'« épreuve » qu'elle a constitué pour Greta Dahlewitz et bien d'autres locataires. Elle aurait ensuite permis d'intégrer aux objectifs strictement économiques du programme de restructuration urbaine est-allemand des impératifs plus sociaux, non pas de « mixité sociale », mais de maintien des ménages dans leur logement d'origine, comme c'était le cas une décennie plus tôt à Berlin-Ouest dans les opérations de « rénovation douce ».

Références bibliographiques

- BACQUE, M.-H., SINTOMER, Y., « Affiliations et désaffiliations en banlieue. Réflexions à partir des exemples de Saint-Denis et d'Aubervilliers », *Revue française de sociologie*, vol. 42, n° 2, 2001, p. 217-249.
- BERNT M., « Abrissprogramm Ost », in P. OSWALT (dir.), *Schrumpfende Städte*, Band 1 : Internationale Untersuchung, Ostfildern-Ruit, Hatje Cantz Verlag, 2004, pp. 660-665.
- BENFORD R., SNOW D., « Framing Processes and Social Movements : an Overview and Assessment », *Annual Review of Sociology*, n° 26, 2000, p. 611-639.
- BUNDESMINISTERIUM FÜR VERKEHR-, BAU- UND WOHNUNGSWESEN, *Wohnungswirtschaftlicher Wandel in den neuen Bundesländern, Bericht der Kommission*, Berlin, 2000.
- DEUTSCHER BUNDESTAG, *Neubausiedlungen der 60er und 70er Jahre. Probleme und Lösungswege. Städtebaulicher Bericht der Bundesregierung*, Drs. 11/2568, Bonn, 1988.
- FRITSCHÉ M. et T. LANG, « Dimensionen des Stadtbbaus in den Großsiedlungen Marzahn und Hellersdorf », in BEZIRKSAMT MARZAHN-HELLERSDORF (dir.), *Im Wandel beständig. Stadtbau in Marzahn und Hellersdorf : Projekte, Reflexionen, Streitgespräche*, Berlin, Bezirksamt Marzahn-Hellersdorf, 2007, p. 15-31.
- GAMSON W. et al., *Encounters with Unjust Authority*, Homewood, Dorsey Press, 1982.
- GOTZMANN S., *Potentielle Mieter des Stadtbauprojektes „Ahrensfelder Terrassen“ in Marzahn Nord*, Diplomarbeit, Berlin, Geographisches Institut der Humboldt Universität zu Berlin, 2005.
- HANNEMANN C. (dir.), *Großsiedlungen Ost – Vom bevorzugten und bevorzugenden zum benachteiligten und benachteiligenden Wohngebiet*, Berlin, Humboldt Universität zu Berlin/Institut für Sozialwissenschaften, stadt- und Regionalsoziologie, Lehrforschungsprojekt, Octobre 2001.
- HÄUSSERMANN H., KAPPHAN A., *Berlin : von der geteilten zur gespaltenen Stadt?*, Opladen, Leske und Burdich, 2000
- KELLER C. « La population des grands ensembles de l'ex-RDA. Fractionnement social et luttes pour la respectabilité », *Espaces et sociétés*, n° 128-129, 2007, p. 87-101.
- LELEVRIER C., « La mixité dans la rénovation urbaine : dispersion ou reconcentration ? », *Espaces et Sociétés*, n° 140/141, 2010, p. 59-74
- Nez H. et Talpin J., « Généalogies de la démocratie participative en banlieue rouge : un renouvellement du communisme municipal en trompe-l'oeil ? », *Genèses*, vol. 79, n° 2, 2010, p. 97-115.
- MASCLET O., *La gauche et les cités. Enquête sur un rendez-vous manqué*, Paris, La Dispute, 2003.
- MILLS C., *L'imagination sociologique*, Paris, Maspéro, 1967 [1961].
- MÜLLER P. et al., *Zwischenbericht Bürgerbeteiligung Plattform Marzahn*, Berlin, Weeber und Partner/Institut für Stadtplanung und Sozialforschung, 1992.
- SENATSWERALTUNG FÜR STADTENTWICKLUNG, *Integriertes Handlungs- und Entwicklungskonzept Grosssiedlungen Marzahn-Hellersdorf. Zusammenfassung der Arbeitsergebnisse der ersten Arbeitsphase*, Berlin, 2003.
- TISSOT S., *L'Etat et les quartiers : genèse d'une catégorie de l'action publique*, Paris, Seuil, 2007.